

2014-2015

Perspectives économiques

Perspectives économiques 2014-2015

Publié par :

Ministère des Finances
Province du Nouveau-Brunswick
Case postale 6000
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
E3B 5H1
Canada

Internet : www.gnb.ca/0024/index-f.asp

4 février 2014

Couverture :

Services gouvernementaux (SG 9643)

Traduction :

Bureau de traduction, Services gouvernementaux

Imprimerie et reliure :

Services d'imprimerie, Agence des services internes du Nouveau-Brunswick

ISBN 978-1-55396-377-6

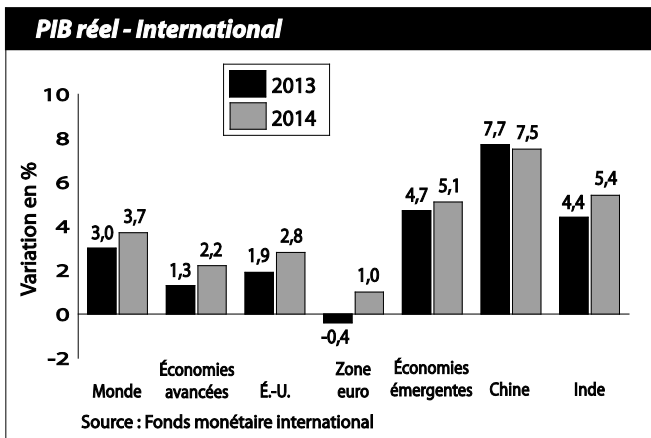
Imprimé au Nouveau-Brunswick



Pensez à recycler!

L'économie mondiale

- La production économique mondiale a augmenté de 3,0 % en 2013, une croissance comparable à celle de 2012. Selon le Fonds monétaire international (FMI), les économies avancées ont affiché une croissance de 1,3 % en 2013 tandis que les marchés émergents et les économies en développement progressaient de 4,7 %.
- Une fois de plus, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel sera attribuable aux économies des marchés émergents en 2014. Selon le FMI, la production mondiale devrait progresser de 3,7 % en 2014, alors que les économies émergentes devraient afficher une croissance de 5,1 %.



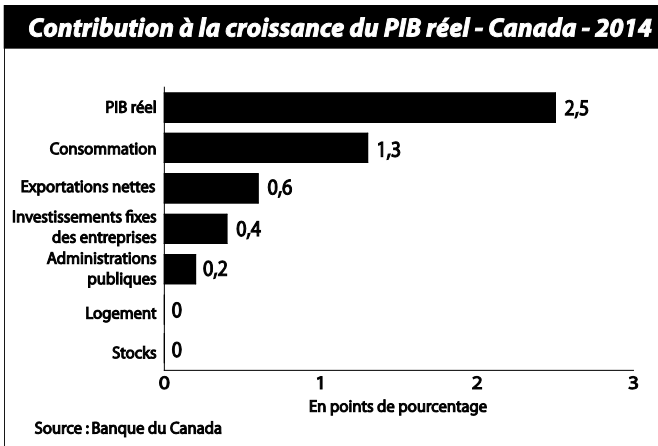
- La croissance dans la zone euro devrait connaître une augmentation modeste en 2014, en raison d'un resserrement budgétaire moins intense, d'une demande extérieure plus solide et d'une amélioration graduelle des conditions de crédit au secteur privé.
- Les principales économies de la zone euro – l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Espagne – devraient toutes afficher une croissance plus forte en 2014 qu'en 2013. L'économie du Royaume-Uni présente également des signes de progrès.
- En 2014, la Chine et l'Inde seront les principaux moteurs de la croissance parmi les économies des pays émergents et en développement. Toutefois, le rythme de l'activité économique dans ces pays sera ralenti en raison de la faible croissance parmi leurs partenaires commerciaux et du ralentissement de l'activité intérieure.

- L'économie américaine devrait croître de 2,8 % en 2014, soit un taux plus élevé que celui de 1,9 % enregistré en 2013. On s'attend à ce que l'accélération de la reprise en 2014 découle des compressions gouvernementales moins prononcées, du maintien de la politique d'accommodation monétaire, d'une meilleure gestion du crédit aux ménages et de la poursuite de la reprise du marché immobilier.
- Les risques qui pèsent sur la reprise américaine sont surtout liés à l'affaiblissement de la demande intérieure du secteur privé si les effets des réductions automatiques des dépenses du gouvernement fédéral, des hausses d'impôt et du durcissement récent des conditions de financement sont plus importants que prévu.
- Étant donné l'amélioration de la conjoncture économique, la Réserve fédérale américaine a commencé à réduire les achats d'actifs en janvier 2014. La réduction du niveau des achats continuera d'exercer des pressions à la baisse sur les taux d'intérêt à long terme, soutenant ainsi les marchés hypothécaires et rendant les conditions financières encore plus souples.
- On s'attend à ce que la Réserve fédérale maintienne le taux des fonds fédéraux aux niveaux actuels (entre 0 % et 0,25 %), tant que le taux de chômage demeurera supérieur à 6,5 % et que l'inflation continuera d'être bien ancrée. Cette orientation de la politique monétaire risque bien de perdurer une fois que le programme d'achat d'actifs aura pris fin et que la reprise économique se consolidera.
- L'activité sur le marché immobilier devrait poursuivre sa tendance à la hausse. La National Association of Home Builders prévoit que le nombre de mises en chantier atteindra 1,1 million en 2014, soit une augmentation d'environ 25 % par rapport au niveau de 2013 mais qui reste bien inférieure aux niveaux antérieurs à la récession.

L'économie canadienne

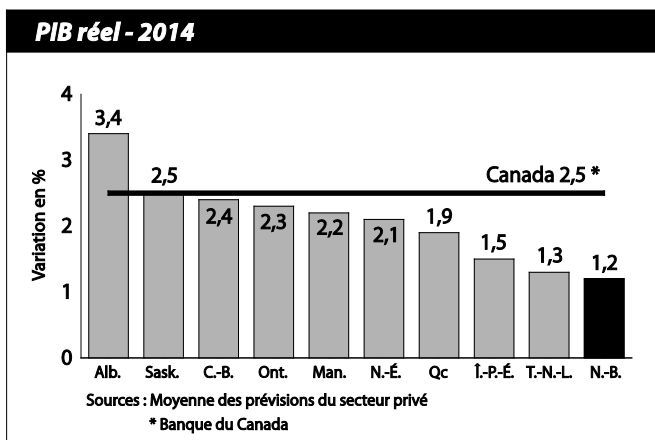
- Selon les premiers indicateurs, on estime que l'économie canadienne, largement soutenue par une amélioration des exportations nettes et de la consommation privée, a progressé de 1,8 % en 2013, ce qui correspond à la progression enregistrée en 2012.
- En 2013, les gains ont été limités par une croissance plus lente que prévu des exportations et une faiblesse des investissements fixes des entreprises. Les provinces du Centre et de l'Est ont affiché les taux de croissance les plus bas au pays.

- Selon la Banque du Canada, l'économie canadienne devrait croître de 2,5 % en 2014. À la suite d'une performance plus faible que prévu en 2013, la Banque prévoit que l'économie retrouvera sa dynamique au courant de l'année 2014, à mesure que les investissements dans les entreprises et le secteur résidentiel aux États-Unis s'intensifieront.



- Malgré un ralentissement du crédit aux ménages et une hausse graduelle des taux d'intérêt hypothécaires, la consommation des ménages devrait avoir une incidence positive sur la croissance en 2014, grâce à l'accroissement du revenu disponible. Les conditions de crédit continuent de favoriser les dépenses des ménages avec des taux d'emprunt effectifs à bas niveaux.
- La consolidation budgétaire entre les administrations devrait être quelque peu réduite en 2014, d'où une augmentation des dépenses publiques dans l'activité économique. Les investissements des entreprises devraient s'intensifier, alimentés par l'accroissement des exportations à destination des États-Unis.
- La Société canadienne d'hypothèques et de logement s'attend à ce que le nombre de mises en chantier demeure stable en 2014, autour de 184 700 unités. Le nouveau dynamisme de la croissance de l'emploi et de l'économie sera contrebalancé par l'augmentation possible des taux hypothécaires, qui dictera le rythme de l'activité du logement.

- Les niveaux élevés d'endettement des ménages et le gonflement des prix dans certains marchés immobiliers régionaux constituent toujours un important risque de perte pour l'économie canadienne. Dernièrement, le FMI a signalé que, si le niveau d'endettement record des ménages persistait, les effets négatifs sur la croissance seraient amplifiés.
- En janvier 2014, la Banque du Canada a maintenu à 1 % son taux cible du financement à un jour. Une amélioration de l'activité économique en 2014 pourrait se traduire par une hausse des taux d'intérêt si l'activité intérieure s'intensifie plus rapidement que prévu – tout particulièrement si le crédit à la consommation demeure à des niveaux élevés.
- L'écart entre les prix du brut de choix de l'Ouest canadien et les prix mondiaux du pétrole, qui ont contribué à une croissance économique plus lente pendant la première moitié de 2013, devrait fluctuer autour des niveaux actuels en 2014. En raison de ces différences de prix, des investissements supplémentaires dans l'infrastructure de pipeline orientée vers l'expansion de l'offre est de nature à contribuer à l'augmentation de la croissance économique à moyen terme.
- Selon les prévisions du secteur privé, la croissance économique en 2014 devrait être la plus forte dans les provinces de l'Ouest.

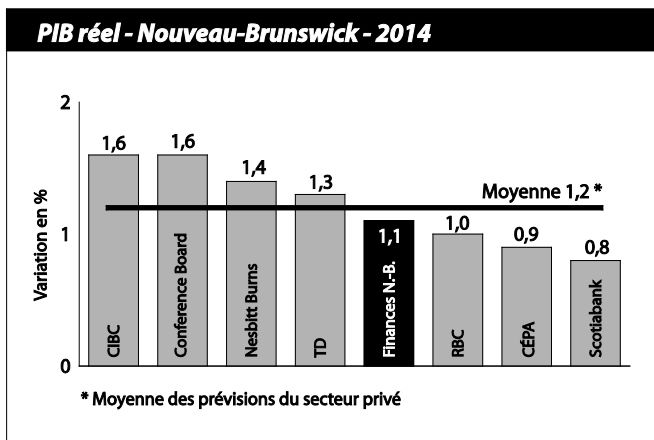


Bilan statistique - Taux de croissance¹		
(au 24 janvier 2014)		
2012 à 2013		
	N.-B.	Canada
Population et travail		
Population totale au 1 ^{er} juillet	-0,1	1,2
Population active	0,2	1,1
Emploi	-0,1	1,3
Taux de chômage (%)	10,4	7,1
Taux d'activité (%)	63,2	66,5
Salaires et traitements ²	1,8	3,8
Consommateurs et logement		
Commerce de détail ²	0,2	2,6
Indice des prix à la consommation	0,8	0,9
Mises en chantier	-13,8	-12,5
Entreprises		
Ventes des fabricants ²	3,3	-0,9
Exportations internationales ²	-1,2	3,1
Permis de construction ²	0,8	-1,1
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.		
² Cumul de l'année (données non désaisonnalisées).		
Source : Statistique Canada.		

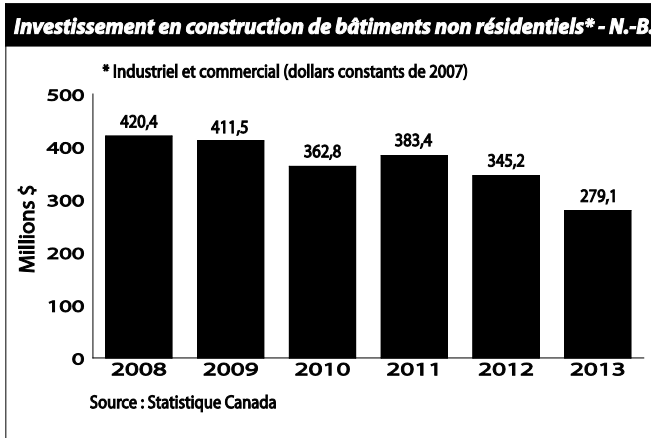
L'économie au Nouveau-Brunswick

- Le ministère des Finances estime que la croissance économique réelle s'est établie à 0,1 % en 2013, en baisse par rapport au 0,5 % projeté dans le budget de l'an dernier. Cette estimation est légèrement plus prudente que le dernier consensus des prévisionnistes du secteur privé parce qu'elle tient compte d'une conjoncture économique plus faible.
- En 2013, la croissance a été affectée par la fermeture de la mine Brunswick, l'achèvement de plusieurs grands projets et la nécessité d'avoir des budgets viables pour tous les ordres de gouvernement. Le ralentissement de l'emploi, l'affaiblissement des exportations et la stabilité des dépenses de consommation ont également contribué à restreindre la croissance.

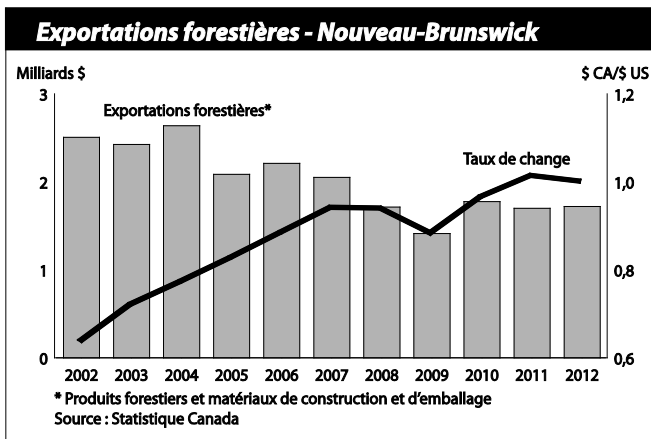
- La croissance de l'emploi à temps partiel a partiellement compensé les pertes dans l'emploi à temps plein, le résultat demeure une baisse de l'emploi dans son ensemble pour l'année. La croissance de l'emploi est passée du secteur des services à celui de la production de biens, grâce à des gains dans les secteurs de la construction, de l'agriculture et des ressources naturelles.
- Bien que la croissance des ventes au détail ait été nulle en 2013, les signes d'amélioration étaient manifestes au fil des mois avec des augmentations désaisonnalisées enregistrées au cours de huit des onze derniers mois. Une bonne performance a été observée chez les concessionnaires de véhicules et de pièces automobiles, le plus important sous-secteur du commerce de détail.
- La croissance du revenu a été moins vigoureuse. Néanmoins, les salaires et traitements pour les trois premiers trimestres de 2013 démontrent que le secteur de la production de biens et celui des services sont en bonne voie d'afficher des gains positifs pour l'année.
- Le ministère des Finances prévoit une amélioration de la croissance du PIB réel de 1,1 % en 2014, en accord avec le consensus des prévisionnistes du secteur privé de 1,2 %.



- Une économie intérieure plus forte en 2014 sera soutenue par une légère amélioration de l'activité d'investissement – grâce aux gains dans les secteurs primaire et de l'agriculture – et par une reprise de la demande d'exportations.



- Comme le nombre de mises en chantier aux États-Unis devrait s'élever à 1,1 million d'unités en 2014 et à 1,5 million en 2015, les exportations de produits forestiers devraient enregistrer des gains solides. Dans l'ensemble, le commerce international devrait être renforcé davantage par la faiblesse du dollar canadien.



- S'appuyant sur la dynamique haussière au cours de la deuxième moitié de 2013, l'emploi au Nouveau-Brunswick devrait s'accroître en 2014. Les gains d'emploi profiteront de l'accroissement de l'activité dans les secteurs forestier et du commerce, mais la croissance de l'emploi restera relativement limitée tant que les grands projets proposés ne se seront pas concrétisés.

- La croissance du revenu primaire des ménages devrait demeurer faible jusqu'à ce que le marché du travail provincial affiche une amélioration soutenue, entraînant une croissance lente et continue des dépenses de consommation à moyen terme.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick						
Taux de croissance ¹ de 2011 à 2018						
	2011	2012	2013	2014	2015	2016-2018
Comptes économiques *						
Produit intérieur brut (PIB)	4,0	0,8	0,5	2,0	3,4	3,6
Dépenses de consommation finale des ménages	4,7	1,9	0,9	2,4	2,4	2,3
Formation brute de capital fixe	5,7	-5,7	-5,1	3,2	4,2	2,7
PIB (réel)	0,3	-1,1	0,1	1,1	2,1	1,8
Revenus *						
Revenu primaire des ménages	4,2	2,2	1,5	1,8	2,1	2,8
Excédent d'exploitation net : sociétés	4,9	-12,6	-5,6	2,0	11,2	10,4
Population et travail **						
Population totale au 1 ^{er} juillet	0,3	0,2	-0,1	0,0	0,0	0,1
Population active	-0,8	0,6	0,2	0,3	0,0	-0,2
Emploi	-1,2	-0,2	-0,1	0,6	0,4	0,3
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	10,4	10,3	10,0	9,1
Taux d'activité (%)	62,8	63,1	63,2	63,2	63,1	62,7
Autre **						
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,8	1,4	1,5	1,6
Mises en chantier	-15,8	-4,4	-13,8	-8,3	4,5	-1,3
Commerce de détail ²	4,8	-0,7	0,2	2,4	2,5	2,3
¹ Écart en pourcentage, à moins d'indication contraire.						
² Cumul de l'année pour 2013 (données non désaisonnalisées; au 24 janvier 2014)						
Sources : Statistique Canada.						
Finances N.-B. * 2013-2018 ** 2014-2018.						

- En raison de la nécessité d'atteindre un équilibre budgétaire viable, tous les ordres du gouvernement verront des limites à la mesure dans laquelle ils peuvent contribuer à la croissance économique à court terme.
- Pour ce qui concerne 2015, la vigueur renouvelée aux États-Unis et au Canada devrait continuer d'alimenter les exportations de la province. En outre, il existe des possibilités haussières dans le secteur minier, grâce à l'augmentation de la production des petits producteurs de métaux communs. Étant donné la reprise anticipée de l'activité, on prévoit actuellement que la croissance du PIB réel progressera jusqu'à 2,1 %.

- La construction de la mine de tungstène de Sisson Brook devrait être une source de croissance pendant la période allant de 2014 à 2016 si le projet obtient l'approbation réglementaire requise. Cette approbation se traduirait par d'importants investissements aux phases de développement et de construction, et la production permettrait de conserver des emplois et de maintenir une activité économique importante pendant toute la durée de vie du projet, soit sur 27 ans.
- Le projet d'Oléoduc Énergie Est suggéré offre d'intéressantes perspectives économiques après son approbation réglementaire en 2015. À elle seule, la phase de construction s'accompagne de dépenses d'investissement de 2 milliards de dollars sur une période de trois ans.
- L'Accord économique et commercial global (AECG) ouvrira le marché de l'Union européenne aux exportateurs du Nouveau-Brunswick, tout particulièrement dans les secteurs des poissons et fruits de mer et des produits forestiers, permettant une expansion accrue de la croissance du commerce.
- À moyen terme, l'exploitation du gaz naturel pourrait stimuler les dépenses d'investissement, la création d'emplois et les revenus de l'État si le projet est économiquement viable.

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick

Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick (au 24 janvier 2014)						
Indicateurs	Annuel			Cumul de l'année*		
	2011	2012	Variation en %	2012	2013	Variation en %
Travail						
Population 15 ans et plus ('000)	619,4	620,4	0,2	620,4	620,0	-0,1
Population active ('000)	389,2	391,4	0,6	391,4	392,0	0,2
Emploi ('000)	352,0	351,4	-0,2	351,4	351,2	-0,1
À temps plein ('000)	294,7	296,2	0,5	296,2	294,0	-0,7
À temps partiel ('000)	57,4	55,3	-3,7	55,3	57,2	3,4
Secteur de la production de biens ('000)	79,8	74,7	-6,4	74,7	78,1	4,6
Secteur des services ('000)	272,3	276,8	1,7	276,8	273,1	-1,3
Chômage ('000)	37,1	40,0	7,8	40,0	40,9	2,3
Taux d'activité (%)	62,8	63,1	...	63,1	63,2	...
Taux d'emploi (%)	56,8	56,6	...	56,6	56,6	...
Taux de chômage (%)	9,5	10,2	...	10,2	10,4	...
Gains hebdomadaires moyens (\$)	788,79	809,35	2,6	808,43	807,83	-0,1
Salaires et traitements (M\$)	13 884,9	14 141,0	1,8	10 582,3	10 776,8	1,8
Bénéficiaires d'assurance-emploi	45 601	44 630	-2,1	44 563	41 708	-6,4
Consommateurs						
Commerce de détail (M\$)	11 117,6	11 041,4	-0,7	10 049,6	10 072,4	0,2
Ventes de véhicules automobiles neufs (unités)	39 503	39 895	1,0	37 616	39 227	4,3
Ventes de véhicules automobiles neufs (M\$)	1 222,1	1 215,0	-0,6	1 141,0	1 232,1	8,0
Services de restauration et débits de boissons (M\$)	962,2	982,5	2,1	816,4	824,8	1,0
Indice des prix à la consommation (2002=100)	120,0	122,0	1,7	122,0	123,0	0,8
Logement						
Mises en chantier (unités)	3 452	3 299	-4,4	3 299	2 843	-13,8
Permis de bâtir résidentiels (M\$)	543,5	551,9	1,6	543,8	444,8	-18,2
Ventes résidentielles MLS® (unités)	6 599	6 403	-3,0	6 403	6 282	-1,9
Entreprises						
Ventes des fabricants (M\$)	19 979,8	19 752,2	-1,1	18 080,9	18 684,8	3,3
Exportations internationales (M\$)	14 789,7	14 790,8	0,0	13 399,7	13 242,0	-1,2
Permis de bâtir non résidentiels (M\$)	422,4	416,6	-1,4	398,5	505,3	26,8
Industriel et commercial (M\$)	273,9	253,9	-7,3	236,0	233,2	-1,1
Institutionnel et gouvernemental (M\$)	148,5	162,7	9,6	162,5	272,1	67,4
Commerce de gros (M\$)	5 922,0	5 945,5	0,4	5 506,1	5 520,9	0,3
Recettes monétaires agricoles (M\$)	540,4	537,4	-0,6	384,5	430,2	11,9
Livraisons de bois d'œuvre ('000 m ³)	..	2 373,7	...	1 987,1	2 152,8	8,3
Production de bois d'œuvre ('000 m ³) **	2 220,9	2 405,6	8,3	1 997,9	2 092,5	4,7
Démographiques						
Population (1 ^{er} juillet)	755 530	756 997	0,2	756 997	756 050	-0,1
Accroissement naturel (1 ^{er} juillet au 30 juin)	630	386	...	386
Solde de la migration (1 ^{er} juillet au 30 juin)	837	-1 333	...	-1 333
.. Non disponible	... N'ayant pas lieu de figurer					
* Cumul de l'année (données non désaisonnalisées)	** Données non disponibles pour janvier.					
MLS® est une marque de commerce enregistrée de l'Association canadienne de l'immobilier.						
Sources : Statistique Canada et l'Association des agents immobiliers du Nouveau-Brunswick.						